SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 8 AOUT 1862.

Rapport fait par M. d'Omalus d'Halloy, au nom de la Commission des Naturalisations, sur la demande de naturalisation ordinaire du sieur ADAM-JEAN KARL, préposé des douanes à Vierves, province de Namur.

(Voir le N° 27 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. VAN SCHOOR, LONHIENNE, D'HOOP, et D'OMALIUS D'HALLOY, Président-Rapporteur.

MESSIEURS,

Le sieur Adam-Jean KARL, préposé des douanes à Vierves, a présenté une demande de naturalisation ordinaire qui a été prise en considération par la Chambre des Représentants; mais les renseignements et les considérations qui ont été fournis sur la position du pétitionnaire, par M. le Procureur général près la Cour d'appel de Liège et par M. le Ministre des Finances, portent votre Commission des Naturalisations à penser que le sieur Karl n'a pas besoin d'être naturalisé pour jouir de la qualité de Belge.

En effet, l'art. 1^{er} de la loi du 22 septembre 1835, porte : « Que les habitants des provinces septentrionales de l'ancien royaume des Pays-Bas, qui étaient domiciliés en Belgique ou qui sont venus demeurer en Belgique avant le 7 février 1831, et qui ont depuis lors continués d'y résider, seront considérés comme Belges de naissance. »

Or, le sieur Karl est précisément dans cette catégorie, car il est né à Bois-le-Duc, en 1820, d'une famille qui a habité cette ville jusqu'en 1828, époque où sa mère, devenue veuve, et qui était Belge d'origine, est venue avec son fils habiter la Belgique, pays qu'ils n'ont plus quitté depuis lors.

A la vérité l'art. 2 de la même loi prescrit une formalité que le sieur Karl n'a par encore remplie. Voici comment s'exprime cet article :

« Les personnes auxquelles s'applique l'article précédent devront déclarer que leur intention est de jouir du bénéfice de la présente loi. Cette déclaration devra être faite dans les six mois à compter du jour de la publica-

» tion de la présente loi, dans la forme et devant l'autorité déterminée par l'article 133 de la Constitution. »

On ne peut supposer que cet article ait voulu priver les mineurs du bénéfice général accordé par l'article 1^{er}, puisqu'il ne mentionne pas cette exception et que, s'il est permis de s'exprimer de la sorte, les mineurs ont encore plus de droit que leurs parents à jouir de ce bénéfice ; cependant ils en seraient privés si le délai fixé pour faire la déclaration leur était applicable, puisqu'ils ne pouvaient faire cette déclaration pendant ce délai et que personne n'était autorisé à le faire en leur nom. D'un autre côté, cet article ne prescrit aucun délai pour les déclarations que les mineurs pourraient faire après leur majorité ; or, comme une disposition pénale ou restrictive ne peut être appliquée, si elle n'est formellement exprimée dans une loi ou dans un règlement, votre Commission pense, ainsi que M. le Procureur général de Liège et M. le Ministre des Finances, que le sieur Karl n'est point déchu du droit que l'article 1^{er} de la loi du 22 septembre 1835 accordait à tous les habitants des Pays-Bas établis en Belgique avant le 7 février 1831, et qu'il peut encore faire utilement la déclaration prescrite par l'art. 2 de cette loi, déclaration qui lui donnera le droit d'être considéré comme Belge de naissance.

Dans cet état de choses, votre Commission, à l'unanimité des membres présents, pense qu'une concession de naturalisation, loin d'être utile, serait une chose nuisible au sieur Karl, et elle a l'honneur de proposer au Sénat, pour le cas où il partagerait cette manière de voir, de passer à l'ordre du jour.

Le Président,
J.-J. D'OMALIUS.